



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

À Montréal (notre photo) comme à Québec et dans plusieurs villes de la province, les gens ont tenu des veillées en hommage aux victimes de l'attentat meurtrier.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Devant la boucherie Assalam, que tenait l'une des victimes, Azzedine Soufiane, des clients pleurent la perte du marchand.

Azzedine, Khaled, Mamadou et les autres

JESSICA NADEAU
ISABELLE PORTER
à Québec

Danielle Thivierge a poussé un cri de peine quand elle a vu des journalistes et des gens en larmes devant la boucherie Assalam sur le chemin Sainte-Foy. « Pas lui, je ne peux pas y croire! » Avec les années, Azzedine Soufiane et sa famille avaient fait de leur épicerie un lieu qui nourrissait au sens propre comme au sens figuré.

« Je n'oublierai jamais la fois que je suis arrivée ici avec rien dans les poches. Il m'a dit que personne ne sortait de son épicerie sans nourriture. Qu'il me connaissait, que j'allais al-

ler faire mon souper et que je le paierais la prochaine fois. C'était ça, la mentalité de ces Québécois-là. »

M. Soufiane a même montré à M^{me} Thivierge quelques « petits mots » en arabe, et son épouse, des trucs pour réussir son couscous. « Je me trouvais privilégiée de faire partie de leur réseau. Parce que je me sentais accueillie comme si j'étais l'une des leurs. Ils ne faisaient pas de différence parce que j'étais une "vraie Québécoise". Ils m'accueillaient, ils s'informaient de moi. Je m'informais d'eux. Ce n'était pas juste une boucherie halal ici, c'était l'humain. »

VOIR PAGE A 8 : VICTIMES

Solidaires dans le drame

Alexandre Bissonnette, 27 ans, fait face à six accusations de meurtre prémédité

Encore sous le choc après l'attentat de samedi soir dans la grande mosquée de Québec qui a fait 6 morts et 19 blessés, des citoyens du Québec de toutes origines et de toutes confessions se sont réunis dans plusieurs villes afin de manifester leur solidarité avec la communauté musulmane, cible d'un tireur qui s'est rendu à la police après avoir commis son horrible crime.

STÉPHANE
BAILLARGEON

Le brouillard commence à se dissiper autour de l'attentat de la grande mosquée de Québec. Il ne reste qu'un seul suspect, Alexandre Bissonnette, 27 ans, originaire de Cap-Rouge, qui doit faire face à six accusations de meurtre prémédité et cinq pour tentatives d'assassinat avec une arme à autorisation restreinte. Des accusations liées au terrorisme pourraient s'ajouter.

Une autre personne arrêtée dimanche soir a été relâchée lundi midi. Elle est maintenant considérée comme un simple témoin du drame. L'identité des six victimes du Centre culturel islamique de Sainte-Foy est maintenant connue elle aussi. Elles avaient entre 39 et 60 ans.

Azzedine Soufiane, propriétaire de la boucherie Assalam, était une figure bien connue de la communauté musulmane

Ce que l'on sait

Le suspect, Alexandre Bissonnette, 27 ans, fait face à 11 chefs d'accusation, dont 6 de meurtre prémédité.

Étudiant à l'Université Laval, il vivait chez ses parents à Cap-Rouge et on ne lui connaissait pas d'antécédents judiciaires.

Six personnes ont perdu la vie et 19 autres ont été blessées. Lundi, cinq d'entre elles se trouvaient toujours dans un état grave.

Environ 65 personnes étaient présentes dans la mosquée au moment du drame.

Le gouvernement du Québec considère la tuerie comme un acte terroriste. Des accusations formelles pourraient être déposées en ce sens par la Couronne.

de Québec, de même que Khaled Belkacemi, deux fois docteur, professeur titulaire de l'Université Laval en sciences de l'agriculture et de l'alimentation. Il y a aussi Aboubaker Thabti, pharmacien; Abdelkrim Hassane, informaticien;

Mamadou Tanou Barry; comptable; et Ibrahima Barry, agent de la RAMQ.

Ces deux derniers étaient originaires de Guinée. Les autres Québécois assassinés avaient émigré du Maghreb. L'attaque a aussi fait 19 bles-

sés. Cinq d'entre eux étaient encore dans un état considéré comme critique lundi soir.

Seulement 39 autres personnes se trouvaient dans la grande mosquée au moment de la tragédie. Ce qui veut dire que plus du tiers des personnes présentes (25 au total sur 64) ont été atteintes par balle pendant le carnage.

« La GRC continue son enquête, il y a des perquisitions qui sont en cours. On espère obtenir la preuve pour arriver, plus tard, à des accusations par rapport aux articles de la section 83 [du Code criminel] sur le terrorisme et la sécurité nationale », a annoncé le service de police lors d'un point de presse commun de la Sûreté du Québec et de la Gendarmerie royale du Canada tenu en début de soirée lundi.

Au même moment, au palais de justice de Québec, les procureurs aux poursuites criminelles et pénales fonçaient vers la salle d'audience 4.14, où Alexandre Bissonnette a comparu. Plusieurs curieux patientaient déjà depuis un bon moment dans le couloir, croisant les doigts afin d'avoir

VOIR PAGE A 8 : DRAME

À L'INTÉRIEUR



› **Politiciens et citoyens unis dans le deuil.** Le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, celui du Québec, Philippe Couillard, et le maire de la ville de Québec, Régis Labeaume, tout comme les simples citoyens, ont tenu à rendre hommage aux victimes de l'attentat. *Page A 2*



› **« Je ne me sens pas en sécurité. »** La mosquée de l'imam Mehmet Deger, à Dorval, a essuyé plusieurs attaques au fil des ans, la dernière datant de septembre. *Page A 3*

› **Pour qu'ils ne soient pas morts en vain.** L'éditorial de Brian Myles. *Page A 6*



Avis légaux..... B 4
Décès..... B 6
Météo..... B 2
Mots croisés..... B 8
Petites annonces..... B 6
Sudoku..... B 8

Les braises de l'intolérance

MICHEL DAVID



Il n'est jamais facile de comprendre les motivations profondes d'un individu qui décide d'assassiner ses semblables, mais on doit certainement s'interroger sur les conditions qui peuvent l'encourager à commettre un acte aussi barbare que le massacre de la mosquée de Québec.

François Legault, que le premier ministre Couillard avait accusé de «souffler sur les braises de l'intolérance», a raison de dire que de telles tragédies ne doivent pas nous faire renoncer à débattre des moyens de combattre l'extrémisme, mais le discours politique qu'on entend au Québec depuis dix ans a pour le moins manqué de nuance. Certes, l'exemple xénophobe de Donald Trump risque d'être contagieux, mais le «code de vie» d'Hérouxville date de janvier 2007 et la boîte de Pandore ne s'est jamais refermée depuis.

Le débat sur la laïcité est tout à fait légitime, mais la crainte de l'extrémisme islamique a eu pour effet de créer une confusion dont l'ensemble de la communauté musulmane est devenue la victime. Une confusion qui a été trop souvent entretenue et exploitée à des fins politiques.

Une triste coïncidence a voulu que le drame de Québec survienne à quelques jours du dixième anniversaire de la création de la commission Bouchard-Taylor, qui visait précisément à empêcher pareils dérapages.

Force est de reconnaître que nous avons collectivement échoué. La «vigoureuse prise de conscience» que la commission voulait provoquer au sein de la société n'a pas eu lieu. La réponse politique n'est pas venue non plus. Depuis la crise des accommodements raisonnables de 2006-2007, aucun gouvernement n'a réussi à légiférer pour donner suite aux recommandations pourtant très modérées de son rapport.

On a sévèrement reproché au gouvernement Marois d'avoir semé la division avec son projet de charte des valeurs. Après la défaite du PQ, ceux qui siègeaient à la table du Conseil des ministres s'en sont désolidarisés les uns après les autres, mais quelqu'un croit-il sérieusement que quelqu'un aurait démissionné si elle avait été adoptée, comme l'a prétendu Jean-François Lisée?

Il est vrai que le projet de Bernard Drainville ratissait beaucoup trop large, mais la plupart des gens ne prêtent pas une grande attention aux détails d'un projet de loi. C'est surtout le ton du débat et les malheureux amal-

games auxquels il peut donner lieu qu'on retient.

Durant les audiences en commission parlementaire, le président du Conseil musulman de Montréal, Salam El Menyawi, avait été moins choqué qu'attristé par le témoignage de la famille Pineault-Caron, de retour d'un voyage au Maroc, où elle avait été horrifiée de voir des hommes «prier à quatre pattes, à terre sur un petit tapis» et qui ne comprenait pas que le maire Coderre laisse «des al-Qaïda, des n'importe quoi» s'installer à Montréal.

«On a besoin d'éduquer la population. C'est triste parce que les gens qui ne connaissent rien à notre religion vont se fier à ces commentaires», avait dit le président. Alors que la commission Bouchard-Taylor proposait la création de programmes qui favoriseraient un rapprochement, le discours politique contribue trop souvent à un éloignement qu'on déplore seulement quand il tourne à la tragédie.

Jean-François Lisée n'est pas un islamophobe, mais il a clairement voulu profiter de l'islamophobie ambiante quand il a associé Alexandre Cloutier à Adil Charkaoui durant la course à la chefferie du PQ. Il n'a pas davantage contribué à alléger le climat en déclarant qu'une burka pouvait cacher un AK-47.

♦ ♦ ♦

Malgré l'ampleur du drame de dimanche, le Québec a une remarquable tradition de tolérance. En raison de leur histoire et de leur environnement géopolitique, les Québécois sont néanmoins habitués par une insécurité culturelle permanente.

«Tant que plusieurs d'entre eux éprouveront un vif sentiment d'insécurité pour la survie de leur culture, ils seront moins sensibles aux problèmes des immigrants et des minorités ethniques», soulignait la commission Bouchard-Taylor, y voyant l'origine de la crise qui avait entraîné sa création.

Le premier ministre Couillard avait raison d'insister sur l'attention qu'il faut porter au choix des mots, notamment dans le discours politique, mais le devoir de ceux qui gouvernent est aussi de conjurer dans toute la mesure du possible cette insécurité qui tenaille les Québécois.

M. Couillard accuse ses adversaires d'attiser l'intolérance, mais que fait-il lui-même pour les rassurer. Qu'il s'agisse de langue, de laïcité ou d'intégration des immigrants, son gouvernement donne toujours l'impression de chercher à en faire le minimum.

Même dans le projet de loi sur la neutralité religieuse de l'État, on a trouvé le moyen de faire en sorte que la règle voulant que les services publics soient livrés et reçus à visage découvert puisse être contournée. Ce laisser-faire est aussi une façon de souffler sur les braises.

mdavid@ledevoir.com

En raison de leur histoire et de leur environnement géopolitique, les Québécois sont habités par une insécurité culturelle permanente



Congédié?

Voyez
François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, le maire de Québec, Régis Labeaume, et le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, ainsi que leurs conjointes respectives, Suzanne Pilote, Louise Vien et Sophie Grégoire, ont déposé des gerbes de fleurs près de la mosquée en hommage aux victimes.

Un plein d'affection après la haine

Des milliers de personnes se sont réunies à Sainte-Foy en soutien à la communauté musulmane de la ville

MARCO BÉLAIR-CIRINO à Québec

Après avoir été accablée de haine, la communauté musulmane de la ville de Québec a été inondée lundi soir de témoignages d'affection. En effet, des milliers de personnes ont pris part à la veillée aux chandelles tenue lundi soir à proximité du Centre culturel islamique de Québec, où six personnes sont mortes «debout, en train de prier» sous les balles d'un homme 24 heures plus tôt.

Le premier ministre canadien, Justin Trudeau, faisait partie du lot. D'ailleurs, toute la classe politique canadienne faisait bloc derrière lui. «Nous n'acceptons pas cette haine», a-t-il déclaré avant de réciter le nom des six victimes devant une foule nombreuse, mais parfaitement silencieuse. Seules des affiches, qui émergeaient à différents endroits de cette marée humaine, brisaient le silence. «Nous sommes toutes québécoises», pouvait-on lire sur l'une d'elles.

Un froid mordant

En dépit du «choc» causé par l'attentat terroriste duquel elle ne s'est pas encore relevée, Farida se disait lundi soir «très contente» de faire partie du «peuple québécois». «On n'est pas surpris que tout le Québec soit avec nous», a-t-elle affirmé au *Devoir*, tout en balayant du regard les milliers de personnes ayant déambulé malgré un froid mordant dans les rues du quartier de Sainte-Foy pour témoigner de leur affection.

La fusillade de dimanche soir a arraché la vie à six de ses «amis». «Il y a des enfants qui ne savent pas encore qu'ils ont perdu leur père», a-t-elle souligné dans un entretien impromptu avec *Le Devoir*. «[Cela dit], ça ne se reproduira plus», a conclu la Québécoise, qui avait «fui» son pays d'origine, l'Algérie, qui était gangrené par le terrorisme, pour gagner une terre paisible, le Québec.

Réponse forte

La ville de Québec a réussi à opposer une «réponse solide forte» à la haine, constatait avec satisfaction Marie Noël, accompagnée de ses deux enfants, Marguerite,



GUILLAUME LEVASSEUR LE DEVOIR

Grand rassemblement à Montréal

Des milliers de personnes, dont une importante proportion était de confession musulmane, ont pris part lundi soir à Montréal à une cérémonie publique à la mémoire des victimes de l'attaque meurtrière contre une mosquée de Québec. La foule rassemblée près de la station de métro Parc, dans le quartier Parc-Extension — l'un des plus multiethniques de Montréal — a salué «l'ouverture et le respect» du Québec en tant que terre d'accueil pour des gens de toutes les origines. «Notre nation est forte, unie, indivisible», a lancé Haroun Bouazzi, du groupe Amal-Québec (Association des musulmans et Arabes pour la laïcité). Il a rappelé que des veillées aux chandelles ont eu lieu à Québec, Montréal, Saguenay, Sherbrooke et Trois-Rivières. L'événement a permis à des citoyens musulmans, dont des femmes portant le hijab, de dénoncer le racisme qui frappe les minorités.

Marco Fortier

cinq ans, et Cécile, quatre ans. «Une grande violence s'est abattue sur la ville. Il faut dire «non» à la violence», leur avait-elle expliqué avant de les emmitoufler dans des vêtements chauds. La résidente du centre-ville de la capitale québécoise ose croire que l'attaque de la mosquée «réveillera des gens» et les convaincra d'«arrêter [de créer des] divisions dans la communauté». Des coups politiques comme l'adoption d'une charte des valeurs québécoises ou encore l'assujettissement du burkini à un test des valeurs: «Il faut que ça cesse», a-t-elle lancé dans un échange avec *Le Devoir*.

Non loin, trois étudiants de l'Université Laval brandis-

sent des pancartes — «L'Islam déteste le terrorisme», «Tous unis contre l'islamophobie» — en bordure de la rue. Parmi elles, Stéphanie se disait choquée par la violence qui s'est abattue sans avertissement dimanche soir sur la communauté musulmane. «Ça m'a profondément touchée. Il faut crier haut et fort ce [lundi] soir notre amour à l'égard de la communauté», a fait valoir l'étudiante en études internationales et langues modernes. La ville de Québec a certes perdu «une partie de son innocence» dimanche soir en étant la cible d'un acte terroriste. Grâce aux milliers de personnes de tous âges qui ont afflué vers la «grande mosquée de

Québec», elle a retrouvé l'«espoir en l'humanité», est persuadée Stéphanie.

Des personnes ont planté dans la neige des dizaines de bougies et de gerbes de fleurs entre l'église Notre-Dame-de-Foy et la «grande mosquée de Québec», entourant un fleurdelisé au centre duquel «ouverte» avait été écrit au feutre rouge. Des cartes posées ici et là passaient du rouge ou bleu au gré des gyrophares des véhicules de police. Une passante a lu les inscriptions — «amour», «solidarité», «entraide», «tolérance», «empathie» — avant de regarder la foule les yeux embués de larmes.

Le Devoir

DE QUÉBEC

La crainte ressurgit dans les mosquées

Le nombre de crimes haineux a bondi ces dernières années au Québec

LISA-MARIE GERVAIS
MARCO FORTIER

À genoux sur le douillet tapis de sa mosquée à Dorval, Mehmet Deger tient dans ses mains un bouquet de roses à moitié gelé qui gisait à la porte. À voix haute, il lit, touché, la petite carte qui l'accompagne. « Nous sommes dévastés par un tel acte de brutalité, lit-il. Prenez ces roses comme un geste tout simple mais sincère exprimant notre compassion. C'est signé: vos voisins de porte. »

Entre deux appels — son téléphone cellulaire n'arrête pas de sonner pour qu'il commente les attentats de la mosquée à Québec —, Mehmet Deger se dit triste et inquiet. Inquiet, car sa mosquée a été victime de nombreux crimes haineux depuis 2008, et diverses attaques — vandalisme, tirs de balles de plomb qui ont détruit sa voiture — ont été perpétrées et signalées à la police. Et elle est loin d'être la seule.

Selon un rapport du ministère québécois de la Sécurité publique réalisé en 2015, les crimes haineux figurent parmi les principales tendances de la criminalité. Ils étaient d'ailleurs déjà en hausse depuis 2009 et de façon plus marquée au cours des trois dernières années. Entre 2009 et 2014, le nombre de crimes haineux a bondi de 176 à 257 au Québec.

Les gestes motivés par la haine de la religion, notamment la religion musulmane, sont montrés du doigt pour la hausse des crimes haineux entre 2013 et 2014. Leur nombre a presque doublé durant cette seule année, en passant de 48 à 93. Les crimes contre l'islam (dont le nombre est passé de 20 à 35) représentent la plus grande partie de cette hausse, suivis par les crimes contre la religion juive (de 12 à 23).

Craintes ravivées

À la mosquée Dorval, le dernier geste haineux date du 2 septembre dernier. Mehmet Deger s'en venait célébrer un mariage à sa mosquée... qui venait d'être couverte d'autocollants à l'effigie de Forza Nuova, un parti politique italien d'extrême droite. La police a révélé que ce geste hostile — les autocollants portaient une mention anti-islam — a été l'œuvre de quatre jeunes cagoulés, et une enquête a été ouverte. « On pense qu'il y a des organisations derrière ça », dit-il.

Au moment de la visite du *Devoir*, deux policiers dans une autopatrouille assuraient d'ailleurs une présence dans le stationnement. Mehmet Deger se dit qu'il est peut-être le prochain visé. « Je ne me sens pas en sécurité. Pas du tout », laisse-t-il tomber.

Hussein Nehme, qui s'occupe des activités culturelles du Centre communautaire musulman de Montréal, s'est dit sous le choc. « On est venus ici chercher la paix et la sécurité pour nos familles, et jamais quelque chose comme ça n'était arrivé dans notre communauté. On n'est pas habitués. C'est très étrange pour nous, c'est un choc. »

Même sentiment de stupeur pour Haroun Bouazzi, coprésident de l'Association des musulmans et des Arabes pour la laïcité au Québec. « La violence est absolument effroyable, ahurissante », lance-t-il. Les saccages et l'incendie d'une mosquée à Sept-Îles, les balles de plomb sur une boucherie halal de Sherbrooke, les femmes qui se font invectiver et littéralement cracher dessus... « L'extrême majorité des gens à qui j'ai parlé [à Québec] n'était pas étonnée. »

L'imam du Centre Al-Madinah, au centre-ville de Montréal, a aussi perçu que la tension a monté ces derniers temps. « Il y a eu Hérouxville et [...] depuis les dernières élections, on a commencé à observer de plus en plus d'incidents [à l'égard de la communauté] qui n'étaient pas habituels au Québec », souligne Bilal Abdul Kader. Inquiet, il songe à profiter d'un programme



L'imam Mehmet Deger de la mosquée de Dorval. Au moment de la visite du *Devoir*, deux policiers dans une autopatrouille assuraient d'ailleurs une présence dans le stationnement.

fédéral qui vient d'être reconduit par le ministre de la Sécurité publique, Ralph Goodale, qui donne des subventions pour que les communautés à risque, susceptibles d'être victimes de crimes haineux, se dotent d'infrastructures de sécurité, comme des caméras vidéo.

Acte non isolé

Mohamed Ourya, enseignant à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke, croit que cet acte n'est pas isolé, qu'il « n'est pas tombé du ciel ». « Il s'inscrit dans la montée du discours populiste et d'extrême droite qui prend place et se développe lentement, notamment dans les réseaux sociaux », soutient le professeur qui est membre de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques.

« La banalisation des discours racistes peut légitimer le passage à l'acte chez certaines personnes », précise Maryse Potvin, sociologue et

professeure au Département d'éducation et formation spécialisées de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Le débat sur la charte des valeurs, lancé par le gouvernement Marois en 2013, a aussi été instrumentalisé par des groupes racistes qui ont lancé leurs idées dans l'espace public, rappelle Maryse Potvin. La montée des crimes haineux contre la religion est justement survenue au moment du débat sur la charte, précise la professeure.

Pour contrer toute escalade de ces crimes, l'imam Deger croit plus que jamais que des ponts doivent être établis. Sa communauté a déjà donné des conférences à la bibliothèque de Dorval et invité des écoles. D'ailleurs, peste-t-il gentiment, les fleurs n'auraient pas dû geler dehors, devant l'entrée. « Nos portes sont toujours ouvertes. »

Le Devoir

L'extrême droite au centre de l'attention

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Des groupes d'extrême droite se sont empressés de se distancier de l'attentat de Québec dimanche soir. Pourquoi les regards se tournaient-ils vers eux, se sont-ils demandé? Pour le moment, rien ne lie le suspect principal de l'attentat à ces groupes.

Pour Herman Okomba-Debarice, le directeur du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, il ne suffit pas que ces groupes se dissocient d'actes violents pour masquer le fait que la violence germe aussi à partir de leurs discours. « La violence de l'extrême droite s'est située jusqu'ici dans l'espace du discours. Mais ces groupes ne contrôlent pas leurs membres. Le fait qu'ils se dissocient d'une action particulière ne change rien au fait qu'ils charrient des messages de haine, des théories complotistes, un discours de rejet de l'autre qui en appelle à la violence. »

Sitôt connu l'attentat contre une mosquée, le groupe Atalante Québec s'est empressé de s'en dissocier. Il a pour ce faire repris à son compte un message publié plus tôt par la Fédération des Québécois de souche, une autre organisation d'extrême droite: « Alors qu'ils hésitent si longtemps avant de relier le terrorisme et l'islamisme même lorsque les faits sont flagrants, les médias n'hésitent pas, déjà, à faire des amalgames en associant ces actes à des organisations nationalistes. »

Au lendemain de l'attentat, Atalante Québec ajoutait sur sa page Facebook que le fait que le gouvernement et des institutions « placent au même niveau de dangerosité des organisations identitaires avec des groupes terroristes prônant le Jihad » avait conduit « certains membres de

nos familles à croire que nos militants auraient pu être impliqués ».

Le directeur du Centre de prévention de la radicalisation soutient pourtant qu'« il y a bien des raisons de se questionner » au sujet de ces militants.

Fascisme

Atalante Québec affiche pour symbole un éclair stylisé semblable à celui des Schutzstaffel, les troupes du régime nazi vouées à ses plus basses œuvres. La British Union of Fascists l'utilisait aussi à l'époque où elle était une inspiration pour le leader fasciste canadien Adrien Arcand. Dans l'histoire des groupes fascistes, ce symbole est un des plus connus, rappelle pour sa part la Gendarmerie royale du Canada dans son *Guide de sensibilisation au terrorisme et à l'extrémisme violent*.

Une vidéo en ligne du groupe Atalante Québec montre une trentaine de ses membres vêtus de noir défilant dans les rues de Québec en portant à bout de bras des drapeaux fleurdelisés. La fin de semaine du 21 janvier, Atalante Québec a tapissé de tracts les campus de Québec pour enjoindre aux étudiants de rejoindre « l'alternative identitaire » au nom de leur devise: « Exister, c'est combattre ce qui me nie ».

Le jour de l'attentat, la Fédération des Québécois de souche saluait les récentes décisions du président américain, Donald Trump, en matière d'immigration, au nom « des valeurs » et « des traditions » de l'Occident. Pour sa part, le groupe de punk hardcore de Québec Légitime Violence a mis en ligne le soir de l'attentat une chanson qui, sur la tonalité de la lutte identitaire aux accents fascistes, invite à s'insurger contre ceux

« Les auteurs de tels actes cherchent à mettre à l'épreuve notre détermination et à ébranler nos valeurs. Ils cherchent à nous diviser, à semer la discorde et la haine. Nous n'allons pas fermer nos esprits. Nous allons ouvrir nos cœurs. »

Justin Trudeau, premier ministre du Canada

« Cette attaque terroriste frappe en plein cœur l'une des libertés que nous chérissons le plus en tant que Canadiens: le droit de pratiquer sa religion et son culte sans crainte »

Rona Ambrose, chef intérimaire du Parti conservateur

« Ces personnes ont été abattues pour une raison: elles exerçaient un droit fondamental, celui de se réunir dans un lieu de culte. Nous sommes tous touchés dans notre liberté. »

Jean-François Lisée, chef du Parti québécois

« La violence, cette violence meurtrière, est absolument injustifiable. Ce qui est important aujourd'hui, c'est la solidarité et l'unité de tous les Québécois. »

François Legault, chef de la Coalition avenir Québec

« Il est peut-être temps qu'on se dise: au lieu de bâtir des murs, il faut bâtir des ponts. Le poids des mots est important. C'est ça, aussi, qui met de l'huile sur le feu. »

Denis Coderre, maire de Montréal

Avec Hélène Buzzetti
Le Devoir

« Les mots nous manquent pour vous exprimer la douleur dans laquelle nous sommes. On a perdu des hommes, des gens qui ont commencé leur vie dans ce beau pays, dans cette belle ville. »

Boufedja Benhabdallah, cofondateur du Centre culturel islamique de Québec

« Avec un arbre, on peut faire des milliers, voire des millions d'allumettes. Mais ça prend une seule allumette pour incendier toute une forêt. Et les mots sont aussi forts qu'un arbre et aussi destructeurs qu'un incendie. Il faut qu'on fasse attention à ce qu'on dit, parce que ça mène loin. »

Hassan Guillet, imam montréalais

« Je suis ici depuis 31 ans et j'ai découvert il y a trois, quatre ans un discours que je n'entendais pas dans les 27 années précédentes. [...] On voit des gens qui, à tout bout de champ, s'improvisent représentants de la communauté et qui disent des bêtises. On est horrifiés, parce qu'ils ne nous représentent pas. »

Fathia Chandad, présidente de l'Association marocaine de Québec

Les Arabes, « nouveaux Noirs » du Canada

Se dire arabe est, de nos jours, lourd de sens. Dans son dernier livre qui raconte 130 ans de présence arabe au Canada, l'historienne Houda Asal constate que l'image de cette communauté s'est détériorée. Voici les « nouveaux Noirs » du Canada.

LISA-MARIE GERVAIS

« Les Arabes et les musulmans semblent plutôt être devenus les « nouveaux Noirs » du Canada. » Dans son récent ouvrage *Se dire arabe au Canada*, l'historienne Houda Asal a eu cette formule-choc pour décrire le déclin de cette communauté d'immigrants qui, à leur arrivée, n'avaient pourtant pas vécu autant de discrimination que les Asiatiques ou les Noirs. « Cette formule me met un peu mal à l'aise, admet-elle. L'idée n'est pas de dire que tout le monde doit être blanchi, mais de dire qu'il ne faut plus qu'il y ait de minorités discriminées et racisées. »

Les Italiens, eux, ont été discriminés, mais ont fini par acquérir le statut de Blancs. « Ce n'est pas anodin qu'ils soient rentrés dans la catégorie majoritaire. Mais pourquoi eux et pas les autres? Pourquoi les Arabes, et surtout les Noirs, encore aujourd'hui, sont-ils dans une situation assez difficile? », dit-elle, citant l'ouvrage de David Austin *Nègres noirs, nègres blancs*, qui l'a beaucoup inspirée.

Pour répondre à ces questions, la chercheuse, qui a effectué son doctorat à l'École des hautes études en sciences sociales en France, s'est plongée dans les archives pour remonter aux origines de la présence arabe au Canada. « J'ai découvert qu'il avait très peu de données historiques sur les origines », dit-elle. Les recherches étaient d'autant plus difficiles que bon nombre d'Arabes changeaient leur prénom et leur patronyme pour des noms bien « canadiens ». C'est ainsi que certains pionniers se renomment Alexander Hamilton James Peters ou Peter Baker, surnommé l'« Arctic Arab » par ses amis autochtones.

Le premier Arabe

Mais qui fut le tout premier Arabe au Canada? Les Syriens qui arrivent ces mois-ci comme réfugiés seraient surpris d'apprendre qu'il était, comme eux, un Syrien. Il a débarqué à Montréal même, en 1882 (des sources parlent d'un Arabe au Nouveau-Brunswick trois ans auparavant, mais l'information n'est pas officielle). Originaire de la Grande Syrie — plus précisément du Liban qui, à l'époque, faisait partie de l'Empire ottoman avec la Palestine et le sud de la Turquie —, Ibrahim Bounadère était venu trouver du travail à Montréal après un court séjour à New York, ayant su qu'on y parlait français.

Ces pionniers avaient tous le même profil, rappelle Houda Asal. Analphabètes, arabophones, parlant rarement l'anglais et le français et majoritairement chrétiens, de différents rites. Ils sont des colporteurs, soit des marchands allant de porte en porte. Le métier leur collait à ce point à la peau qu'au tournant du XX^e siècle, le mot pour désigner un colporteur était justement « syrien ». Et déjà à l'époque, note M^{me} Asal, « l'image du Syrien colporteur n'est pas toujours positive ». On pouvait les traiter de « black jews » et de « maudits Syriens ».

Qu'à cela ne tienne. Ils continuent d'exercer ce difficile métier nomade, où ils parcourent un territoire hostile, affrontent les hivers glaciaux. Certains d'entre eux, parmi lesquels beaucoup d'Arabes de confession musulmane, font une percée dans les prairies, jusqu'aux Rocheuses. Au début du XX^e siècle, Alexander Hamilton (Ali Abouchadi) s'ins-



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Manifestation de la communauté libanaise à Montréal contre les bombardements israéliens à l'endroit de leur pays d'origine, en juillet 2006

1882 : Le premier Arabe à immigrer au Canada est originaire de Zahlé, dans la Grande Syrie (aujourd'hui le Liban).

1919 : La Syrian National Society of Canada, organisation non confessionnelle, voit le jour rue Saint-Denis au sud de l'avenue du Mont-Royal.

1938 : La mosquée Al Rashid est construite à Edmonton (Alberta), la première au Canada.

1969 : Marie-Claude Tadros Giguère fonde le Comité Québec Palestine à l'Université Laval.

2011 : Pour parler des contributions des Canadiens d'origine arabe, l'Institut canado-arabe est mis sur pied.

talle à Lac La Biche (Alberta), apprend la langue crie et fait le commerce de fourrures. Des mariages mixtes, entre Arabes syriens et femmes autochtones, y sont célébrés et c'est dans cette petite localité de 3000 âmes qu'on trouve aujourd'hui la plus grande proportion d'Arabes de confession musulmane en Amérique du Nord.

Une discrimination qui évolue

Considérés comme plus « assimilables » que certains autres immigrants (et même que les autochtones), ils subissent néanmoins les mêmes discriminations que les Chinois, sur le plan légal. Des lois migratoires restrictives en vigueur au début du siècle obligent en effet les « Asiatiques » à payer 200 \$ pour pouvoir entrer au pays et empêchent tout voyageur ayant transité par un autre pays d'être admis au Canada. À Montréal, les immigrants d'origine arabe ont également du mal à établir leurs églises chrétiennes orthodoxes, alors que leurs rites sont reconnus à Rome.

Même si, dans la seconde moitié du XX^e siècle, ils finissent par être exemptés des lois migratoires visant les Asiatiques, la situation des Arabes décline, ce qui fait dire à Houda Asal que « c'est une des populations dont la situation s'est le plus détériorée ».

Pourquoi? L'historienne émet des hypothèses. L'étude approfondie des politiques migratoires montre que le Canada, y compris le Québec, a toujours tenté de sélectionner les immigrants. « L'autre dimension importante est qu'il y avait autrefois une vision orientaliste, héritée de l'Europe. C'est la vision Aladin, le voleur et le fourbe », explique-t-elle. Malgré le fait qu'ils réussissent bien économique-

ment, les Arabes étaient accusés d'apporter des maladies contagieuses.

Dans les années 1970, en plein conflit israélo-palestinien, se dire « arabe » est de plus hasardeux. Comme le Canada soutenait Israël, les Arabes se trouvaient en contradiction avec la terre d'accueil qui était devenue la leur.

Des tensions reportées

Aujourd'hui, les relations du Canada avec le Moyen-Orient, sa position dans le conflit syrien et l'accueil qu'il prodigue aux réfugiés viennent brouiller les cartes. Cela reporte sur les Arabes d'origine vivant au pays des tensions qui existent à des kilomètres d'eux. « Alors qu'au début du siècle ils passaient plutôt inaperçus, ils sont devenus la menace intérieure première », constate M^{me} Asal. Sans compter le triste amalgame qui est désormais fait entre « Arabe et musulman », et qui fait d'eux l'un des groupes les plus stigmatisés au pays. « Pourtant, au Canada, c'est moitié-moitié. Moitié chrétiens, moitié musulmans », souligne-t-elle.

Le terme « musulman », qui selon elle devrait d'ailleurs toujours être mis entre guillemets, ne fait que désigner une personne qui croit à une religion, l'islam. « Le religieux devrait être un critère très personnel », suggère-t-elle. « Mais au bout d'un moment, une religion devient presque comme une race, quelque chose qui vous colle à la peau, comme l'identité juive. » Les médias y sont aussi pour beaucoup dans cette connotation négative du mot.

Refusant elle-même de s'autodéfinir — « identitairement, ça serait trop compliqué » —, M^{me} Asal comprend maintenant mieux le long chemin qui a mené à l'amalgame entre « Arabe » et « terroriste » et qui a conduit à l'islamophobie. Et elle s'inquiète. Car elle a constaté au fil de ses recherches que les Arabes eux-mêmes ne connaissent pas bien leur histoire. « J'ai peur qu'il y ait une tendance à l'autodénigrement, comme leur situation ne s'améliore pas, voire s'aggrave. » Il est donc plus facile de les amalgamer à des événements historiques qui les dépassent et auxquels ils sont associés, en partie les conflits sanglants et les attentats terroristes.

« J'insisterai beaucoup sur l'importance de lire et de s'informer, de discuter avec les gens et les communautés », soutient Houda Asal. Je me dis que ce n'est pas très compliqué de demander à une personne ou un groupe comment il se définit. »

Le Devoir

La prospection d'investissements étrangers: le rôle catalyseur d'Investissement Québec



CONSEIL DES RELATIONS INTERNATIONALES DE MONTRÉAL

Avec l'appui de:

Bell

SNC-LAVALIN

Hydro Québec

AIMIA

KPMG

OSLER

BOMBARDIER

FPInnovations

FONDS de solidarité FTQ

ABB

HEC MONTRÉAL

Kruger

NOVABUS VOIXO

NEMASKA LITHIUM

Be! Helicopter

CAI

Solotech

Rolls-Royce

TATA

LE DEVOIR

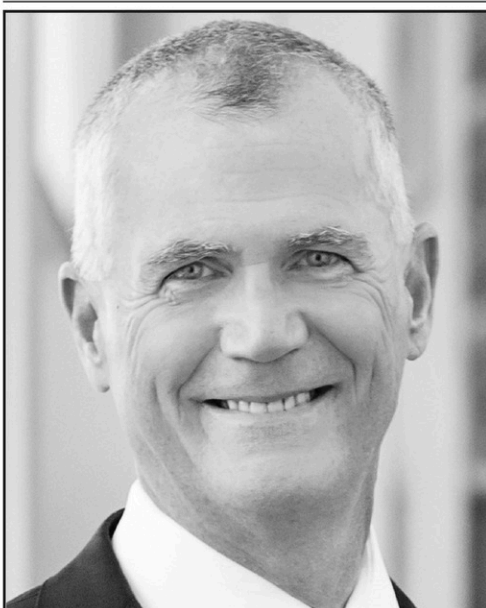
Mercredi 8 février 2017 • de midi à 14 h

Centre Mont-Royal • 2200 rue Mansfield, Montréal

Déjeuner-causerie dans le cadre de la Série Affaires

Thèmes abordés :

- La stratégie globale d'IQ en matière de prospection d'investissements étrangers
- La collaboration d'IQ avec une vingtaine d'organismes pour enrichir l'économie du Québec par l'accueil d'entreprises performantes
- Le soutien à la croissance des filiales déjà implantées au Québec



Pierre Gabriel Côté
Président-directeur général,
Investissement Québec

INSCRIVEZ-VOUS • WWW.CORIM.QC.CA • 514 340-9622

DE QUÉBEC



JIM WATSON AGENCE FRANCE-PRESSE

Le suprémaciste blanc Dylann Roof a été condamné à mort le 10 janvier dernier pour le meurtre de neuf personnes de race noire à l'église Emanuel African Methodist Episcopal de Charleston, en Caroline du Nord.

Une rare attaque dans un lieu de culte

Les crimes haineux demeurent rares au Canada et en Amérique

ISABELLE PARÉ

Malgré la recrudescence des crimes à caractère religieux commis à travers le monde, l'attentat commis à Québec se distingue comme l'un des plus meurtriers commis ces dernières années en Occident dans un lieu de culte, et l'un des rares à avoir fait des victimes de confession musulmane.

«*Même si on rapporte des incidents de vandalisme, surtout des incendies criminels visant des mosquées au Canada et aux États-Unis, il s'agit de la seule fusillade de ce genre rapportée dans un lieu de culte musulman*», a indiqué lundi au *Devoir* Erin Miller, directrice de programme du Global Terrorism Database (GTD) de l'Université du Maryland.

Selon cette base de données mondiales, seulement trois autres attaques terroristes mortelles ont visé des groupes religieux dans des lieux de culte en Amérique du Nord entre 2010 et 2015. La plus meurtrière demeure la tristement célèbre perpétrée en 2015 par le suprémaciste blanc Dylann Roof, condamné à mort le 10 janvier dernier pour le meurtre de 9 personnes de race noire, à l'église Emanuel African Methodist Episcopal de Charleston en Caroline du Nord.

Le deuxième attentat, aussi le fait d'un groupe suprémaciste, a coûté la vie en juin 2012 à six fidèles du temple sikh de Oak Creek au Wisconsin. Enfin, en avril 2014, un assaillant a ouvert le feu dans un Centre communautaire Juif à Kansas City, faisant quatre morts et tuant une cinquième victime dans une résidence pour personnes âgées.

Actes à caractère raciste plus que religieux, ces attentats sauvages, comme celui perpétré à la mosquée de Québec, sont considérés comme des actes terroristes à part entière. Ils ne sont pas commis au nom d'une religion, comme c'est le cas des attentats djihadistes, mais au nom d'une idéologie, affirme Erin Miller. «*Dans les lieux de culte, divers motifs s'entremêlent au racisme. À Oak Creek, les suprémacistes ne visaient même pas la religion sikh, ils ne savaient même pas qu'ils n'étaient pas musulmans. Ils visaient des gens d'une autre race.*»

Cela dit, Erin Miller rappelle que ces actes



CHARLY TRIBALLEAU AGENCE FRANCE-PRESSE

Le père Jacques Hamel a été égorgé dans son église de Saint-Étienne-du-Rouvray en juillet 2016.

haineux, dirigés plus souvent contre des biens que des personnes, demeurent rares, tant au Canada qu'aux États-Unis.

Entre 2010 et 2015, la banque de GTD rapporte 29 incidents terroristes ciblant diverses religions — surtout des églises chrétiennes —, et une seule au Canada, visant la mosquée Al-Salaam à Peterborough. En septembre 2016, une mosquée de Toronto a également été la cible d'un incendie, et aux lendemains des attentats du 11-Septembre, un temple hindou avait été incendié à Hamilton.

L'Europe plus touchée

En Europe, 64 attentats à caractère religieux ont été recensés entre 2010 et 2015, dont six ayant causé des blessés ou des morts (incluant des refuges pour immigrants incendiés). Le plus récent a frappé en juillet 2016 l'église de Saint-Étienne-du-Rouvray et tué le père Jacques Hamel, égorgé par deux islamistes. L'un des plus cruels reste celui mené en 2012 par Mohammed Merah, qui a tué à bout portant un rabbin et trois enfants à l'école juive Ozar Hatorah de Toulouse, ainsi que trois militaires. En mai 2014,

Qu'est-ce que le terrorisme ?

Selon la Global Terrorism Database (GTD), un «*acte terroriste*» inclut tout geste violent intentionnel, perpétré par un individu ou un groupe, à l'encontre de personnes ou de biens, pour des raisons politiques, religieuses ou sociales. L'acte doit viser à intimider un groupe plus large que les seules victimes, et exclut les gestes relevant de la «*guerre traditionnelle*».

un autre attentat faisait quatre morts au Musée juif de Bruxelles.

Dans la foulée de ces attentats djihadistes commis en France, puis en Belgique en 2016, plusieurs mosquées ont été frappées par des bombes incendiaires, des voitures-béliers ou des tirs. Depuis, 1000 mosquées sur 2500 ont été placées sous haute surveillance, ainsi que 700 synagogues et écoles juives.

Malgré toutes ces attaques, Erin Miller souligne que les attentats à caractère religieux sont autrement plus meurtriers au Moyen-Orient et en Afrique, où l'on a dénombré respectivement 649 et 318 attentats suicide ou explosions à la voiture piégée contre des temples ayant causé des morts et des blessés.

Ailleurs dans le monde

Le dernier rapport de la United States Commission on International Religious Freedom (USCIRF) conclut d'ailleurs en 2015 à une recrudescence des crimes à l'égard de minorités religieuses dans le monde. Des violences qui sont de plus en plus le fait de groupes indépendants, de «*vigiles*», comme Boko Haram et Al-Shabaab en Afrique. Des 65 millions de personnes déplacées ces dernières années en raison de persécution et de génocides, «*plusieurs l'ont été en raison de leur religion*», conclut la USCIRF.

Crimes haineux au Canada

Au Canada, les crimes haineux commis contre des minorités religieuses (326) ont chuté de 17% entre 2012 et 2013, selon les plus récentes données de Statistique Canada. On note toutefois une hausse de ceux visant les personnes de confession musulmane. Passés de 45 à 65, les incidents visant des musulmans se sont faits plus violents (voies de fait, menaces de mort, harcèlement), note l'agence fédérale. Les crimes de nature religieuse perpétrés contre des femmes visent aussi des musulmanes dans 47% des cas.

Même si les crimes à caractère religieux (rapportés à la police) semblent en baisse, ils seraient en légère augmentation au Québec. Le taux de crimes haineux (2,2 par 100 000 habitants) y demeure malgré tout deux fois moins élevé qu'en Ontario (4,5).

Somme toute, les personnes de confession juive sont le plus souvent victimes de crimes haineux, avec 181 incidents en 2013, soit plus de la moitié de ce type de crimes. Pour replacer tous ces chiffres en perspective, il faut rappeler que la moitié des crimes haineux (585) sont perpétrés d'abord pour des raisons raciales et visent, dans 44% des cas, des personnes de race noire.

Le Devoir

MÉDIAS

Le choix des mots

PHILIPPE PAPINEAU

«*Les mots prononcés, les mots écrits aussi, ne sont pas anodins, à nous de les formuler, de les choisir*», a déclaré lundi après-midi le premier ministre Philippe Couillard au lendemain du drame qui a frappé la ville de Québec. Des paroles qui auront eu un écho dans le travail des journalistes, des politiciens et des commentateurs.

La recherche d'explications — ou parfois, en filigrane, de coupables — aura été au cœur des discussions et des analyses dans les médias. Qu'est-ce qui a pu pousser le suspect principal à agir, arme à la main?

Dans un point de presse tenu en matinée avec M. Couillard et le maire Régis Labeaume, M. Mohamed Ali Saïdane, un membre de la communauté musulmane de Québec, a parlé d'une «*ambiance sournoise*» portée par les débats identitaires, par «*certaines forces politiques*» ainsi que par des médias privés, dont «*les radios-poubelles*», où des propos xénophobes seraient selon lui banalisés.

Au fil de la journée, les animateurs des radios de la capitale ont joué de prudence. A CHOI Radio-X, Dominic Maurais en appelait au calme, espérant que «*les gens de bonne volonté s'assoient et se parlent*». «*On garde le calme, il va y avoir une enquête, a-t-il dit aux aurores. Cela dit, l'enquête, ce n'est pas nous qui allons la faire. Pis je veux que les personnes ciblées fassent face à la musique de la manière la plus féroce qu'il puisse être.*»

Dans la journée, au même poste, Richard Martineau et son coanimateur Jonathan Trudeau ont discuté de la complexité de débattre de ce qui entoure l'islamisme radical. «*On va continuer de critiquer d'un bord comme de l'autre, mais c'est sûr que ça va être difficile*», a exprimé M. Martineau.

L'animateur Jeff Fillion était exceptionnellement absent lundi.

Au FM 93, Eric Duhaime et Bernard Drainville avançaient à tâtons avec les informations qui évoluaient. «*On essaie de vous informer*, a dit M. Duhaime, *mais on ne veut pas vous donner de la mauvaise information, ça tombe au compte-gouttes.*»

Quant à André Arthur sur les ondes de BLVD 102.1, il a insisté: «*Y a rien à dire, on ne sait rien.*» Arthur s'est aussi demandé «*qui serait le premier à mettre ça sur le dos de la radio*», critiquant du même souffle le travail de François Bourque, du *Soleil*, qui citait des commentaires en ce sens dans un texte publié en fin de soirée dimanche.

Plusieurs animateurs de différentes stations ont aussi réagi aux propos de l'ancien agent du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), Michel Juneau-Katsuya, qui a affirmé sur RDI que certains animateurs de radio de la région de Québec auront «*du sang sur les mains*». M. Juneau-Katsuya ne s'est pas défilé, acceptant d'en discuter en ondes avec les principaux intéressés.

Quelques erreurs

Sur les réseaux sociaux, des téléspectateurs ont par ailleurs critiqué le travail de Radio-Canada, qui n'a pas indiqué aux auditeurs d'ICI Télé qu'un événement majeur se déroulait dimanche en soirée. Marc Pichette, directeur des relations publiques du diffuseur public, a reconnu «*qu'une bande défilante pendant tout le monde en parle aurait été appropriée*», même si les autres plateformes couvraient les événements.

D'autres voix, dont celle de John Doyle du *Globe and Mail*, ont aussi souligné la lenteur avec laquelle CBC et CTV ont réagi dans leurs bulletins télévisés. Du côté du diffuseur public anglophone, Chuck Thompson, des relations publiques, a expliqué que CBC «*s'est déployé le plus rapidement possible étant donné les ressources disponibles*». Selon M. Thompson, le bulletin *The National* a parlé de la tuerie à 21h48, puis des mises à jour ont été faites dans les éditions suivantes.

À TVA, cette fois, des propos tenus par le chef d'antenne Pierre Bruneau ont aussi choqué. M. Bruneau a affirmé: «*On aurait pu imaginer [...] qu'une communauté musulmane ou qu'un groupe extrémiste musulman commette un geste, mais que nous, que quelqu'un d'une autre communauté attaque les musulmans, c'est un terrorisme à l'envers si vous me permettez l'expression.*» En soirée lundi, il s'excusait de la «*formulation malhabile*», précisant qu'il n'était «*aucunement dans [son] intention de faire quelque amalgame que ce soit entre le terrorisme et la communauté musulmane.*»

Facebook, le diffuseur

Par ailleurs, le premier ministre Couillard a annoncé lundi qu'il désirait parler aux Québécois en direct en utilisant la plateforme vidéo de Facebook. Prévue à 14 h, la vidéo se sera fait attendre plusieurs minutes, et le politicien a plutôt mis en ligne une capsule précédemment filmée.

Du côté d'ICI Québec, toutefois, on a pour une première fois diffusé via l'outil Facebook Live le signal de RDI, permettant à tout le monde de s'informer, abonnés au câble ou pas.

Le Devoir

De suspect à témoin

De nombreux médias, locaux comme internationaux, ont rapidement dévoilé le nom de ceux qu'on pensait être les deux coupables de la tuerie. Plusieurs heures plus tard, vers 12h30, la Sûreté du Québec a toutefois précisé qu'un seul de ces hommes, Alexandre Bissonnette, était impliqué dans l'événement. Le nom de Mohamed Belkhadir a donc circulé à tort. L'étudiant d'origine marocaine a aussi été interpellé par la police. «*Je respecte qu'ils m'ont attrapé. Ils m'ont vu fuir, ils ont pensé que j'étais suspect, c'est normal. Pour eux, quelqu'un qui fuit, c'est un suspect*», a-t-il expliqué à *La Presse*.

Le Devoir

Des mosquées du Québec victimes de la criminalité

Décembre 2016

Incendie criminel au Centre culturel musulman de Sept-Îles. Le bâtiment a aussi été vandalisé en octobre 2016 et en 2014.

Novembre 2016

Incendie criminel à la mosquée Noor Al Islam de Montréal-Nord.

Juin 2016

Une tête de porc, emballée dans un sac de plastique, est abandonnée devant la porte du bâtiment abritant le Centre culturel islamique de Québec (CCIQ) et la Grande Mosquée de Québec (où a eu lieu l'attentat de dimanche soir).

Novembre 2014

Des slogans anti-islam sont inscrits sur les murs du CCIQ.

Avril 2014

Les pare-brise de trois voitures appartenant à des fidèles de la mosquée Madani, dans le nord de Montréal, sont fracassés pendant la prière.

août 2013

Du sang de porc est répandu sur la façade de la mosquée de Saguenay.

Septembre 2011

Des graffitis, dont un proclamant «*Fuck les Arabes*», sont trouvés sur des murs de la Grande Mosquée de Québec.

2008

Fenêtres brisées, taches de peinture : la mosquée Makkah al-Mukarramah, située à Pierrefonds, subit trois actes de vandalisme.

ÉDITORIAL

ATTENTAT DE QUÉBEC

Pour qu'ils ne soient pas morts en vain

L'attentat terroriste commis contre une mosquée de Sainte-Foy ne doit pas faire dévier le Québec de sa trajectoire inclusive.

Tués parce qu'ils étaient musulmans. Peu de doutes planent sur les motivations d'Alexandre Bissonnette, 27 ans, auteur présumé du carnage au Centre culturel islamique de Québec, situé dans l'arrondissement paisible et sans histoire de Sainte-Foy.

La cible: une mosquée. Les victimes: six musulmans sans défense fauchés de dos. Les paroles prêtées au tireur: une farce monstrueuse sur la grandeur d'Allah.

Le Québec tout entier s'est réveillé lundi avec une claque en plein visage. Un attentat terroriste, un crime haineux, lâche et islamophobe vient d'être commis en son sein.

Notre société pacifique et inclusive comporte sa frange d'écrasés comme n'importe où ailleurs. On les croyait naïvement relégués à la périphérie du débat public, et surtout non armés.

Tel un Dylan Roof, ce suprémaciste blanc qui a tué neuf noirs dans une église de Charleston, en Caroline du Sud, Alexandre Bissonnette aurait visé un groupe pour sa singularité, transformant un sanctuaire en un tombeau.

Son geste est aussi islamophobe que celui de Marc Lépine était misogyne. Il faut commencer par se l'avouer, collectivement, afin de tirer des leçons de la tragédie.



BRIAN MYLES

◆◆◆ Les informations qui émergent au sujet d'Alexandre Bissonnette sont encore parcellaires. Une juxtaposition de mots nous fournissent une vague impression de son profil psychologique. Victime d'intimidation. Antisocial. Troll.

Arrogant. Antiféministe. Timide. Il n'y en a pas assez pour esquisser le portrait-robot d'un tueur.

Seul le procès à venir permettra de discerner ce qui relève de la folie passagère et de la haine viscérale à l'égard de la différence. Son action s'inscrit-elle dans la mouvance des groupes suprémacistes blancs? A-t-il été entraîné par un «agent de radicalisation»? S'est-il radicalisé de lui-même? A-t-il pris au pied de la lettre le programme politique des partis d'extrême droite?

La vélocité caractéristique des modes de production de l'information à l'ère du numérique entraîne son lot de réponses tronquées à des questions posées à la hâte. À preuve, un dénommé Mohamed Belkhadir a été identifié comme un complice et un suspect dans de nombreux médias, y compris *Le Devoir*, alors qu'il n'a finalement rien à voir avec cette sordide histoire. Il portait secours aux victimes.

Il faudra des semaines et des mois de débats afin de cerner la pensée de Bissonnette, la toile de ses influences et ce qu'elles nous révèlent sur l'état de santé de notre «vivre-ensemble».

Cet attentat ne prouve pas l'existence d'un racisme et d'une islamophobie systémiques au Québec, une société qui véhicule un message global d'entraide, de solidarité, d'accueil et d'ouverture comme l'ont prouvé lundi les leaders politiques. Cette société a aussi ses parts d'ombre qu'il faut avoir le courage de confronter dans les épisodes déchirants de notre histoire collective. Les craintes ressenties par les musulmans sur leur sécurité, l'intolérance et la discrimination dont ils se disent parfois victimes ne disparaîtront pas d'elles-mêmes parce qu'elles sont banalisées ou ignorées.

Ils s'appelaient Azzedine Soufiane, Khaled Belkacemi, Karim Hassan, Aboubaker Thabti, Mamadou Tanou Barry, Ibrahim Barry. Pour qu'ils ne soient pas morts en vain, il est de notre responsabilité d'ouvrir des dialogues et de renforcer l'inaliénable caractère inclusif du Québec.

L'IMMIGRATION SOUS TRUMP

Une réponse s'impose

None is too many [Aucun, c'est encore trop]. Cette phrase lancée par un agent d'immigration au début de 1939 en réponse à une question sur le nombre de Juifs que le Canada accueillerait après la guerre reflétait l'état d'esprit qui prévalait au pays et qui a mené à l'un des plus tristes épisodes de cette période de notre histoire. En mai 1939, environ 900 Juifs tentaient de fuir l'Allemagne nazie à bord du navire *MS St. Louis*. En vain. Ils se sont vu refuser l'entrée à Cuba, aux États-Unis, puis au Canada. Plusieurs sont ensuite morts dans les camps.

Vendredi dernier, jour de commémoration de l'Holocauste, le président américain Donald Trump a pour sa part émis sa fameuse directive qui fait davantage qu'interdire pour 90 jours ou plus l'entrée aux États-Unis des ressortissants de sept pays majoritairement musulmans. (D'autres pourraient s'ajouter à la liste.) M. Trump a aussi suspendu l'accueil de tous les réfugiés, toutes origines confondues, pour une période de quatre mois. Dans le cas des Syriens, cette suspension est de durée indéterminée.

Les Syriens traversent la pire crise humanitaire «de notre temps», déclarait le Haut-commissariat des Nations pour les réfugiés en mars dernier. Face à elle, le président américain adopte une attitude que n'aurait pas dédaignée cet agent d'immigration. Ce n'est pas pour rien que cette directive a été condamnée à travers le monde.

Le Canada, soucieux de ne pas braquer le bouillant président, a réagi en évitant d'attaquer directement la directive. Le gouvernement a préféré lui opposer un message positif, que les ministres ont repris l'un après l'autre lundi. Pour sa part, le premier ministre Justin Trudeau a rapidement réagi en souhaitant la bienvenue au Canada. «À ceux qui fuient la persécution, la terreur et la guerre, sachez que le Canada vous accueillera indépendamment de votre foi», a-t-il écrit dans un tweet très remarqué.

Ce message, bien que clair, ne suffit pas. Il faut agir et le faire avec fermeté. Si les Américains invoquent leur souveraineté pour refuser l'entrée de certaines personnes sur leur territoire, le Canada peut en faire autant pour ouvrir ses portes. Actuellement, l'Entente entre le Canada et les États-Unis sur les tiers pays sûrs oblige un réfugié à faire une demande d'asile dans le premier des deux pays dont il foule le sol.

Dimanche, le ministre de l'Immigration, Ahmed Hussen, a dit que l'entente restait en place «pour le moment», mais la directive présidentielle contredit toute notion de pays sûr pour les demandeurs d'asile actuellement aux États-Unis. Par conséquent, le Canada doit, comme le lui demande l'Amnistie internationale, suspendre cette entente tant et aussi longtemps que la situation perdurera au sud de la frontière.

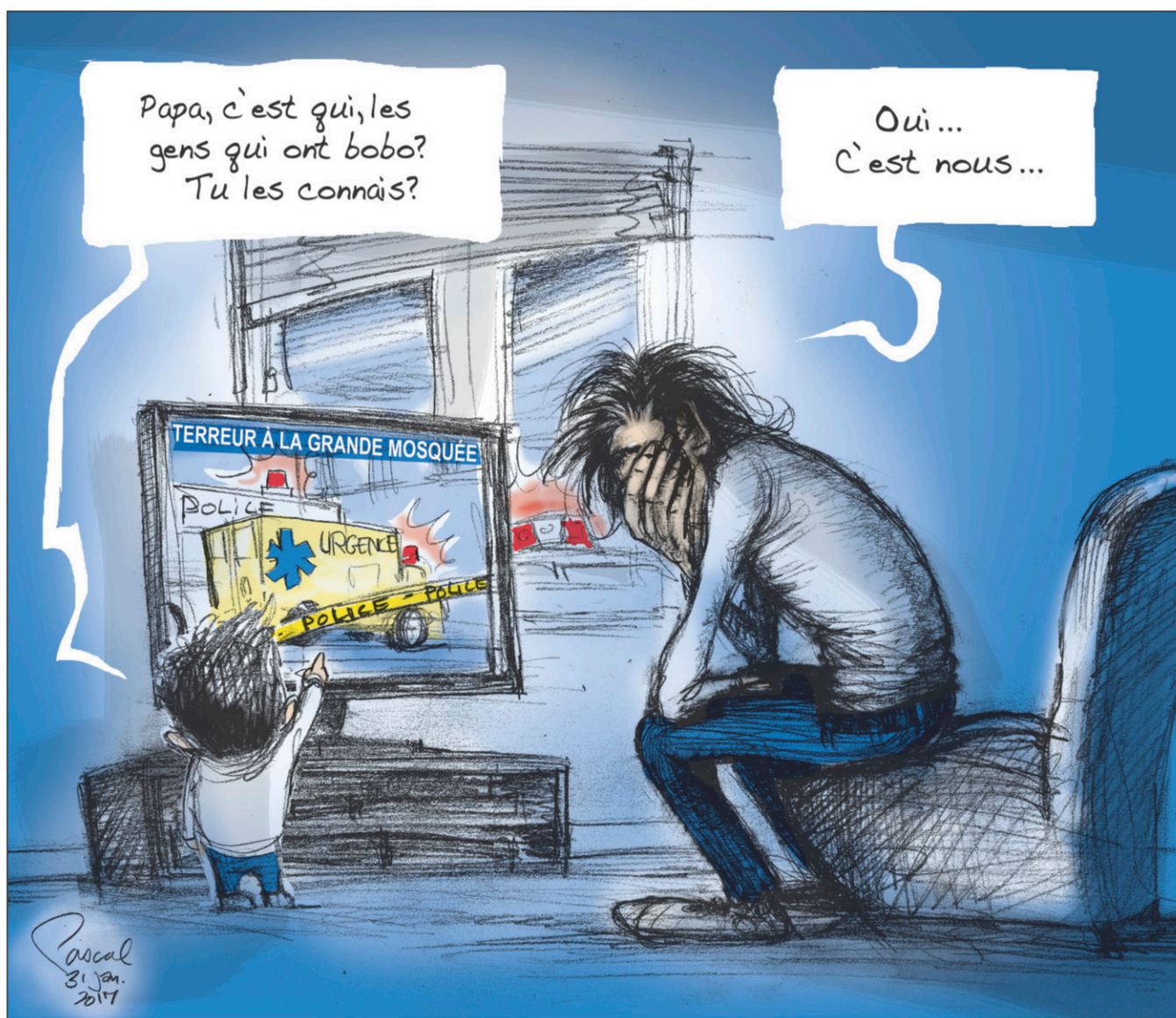


MANON CORNELLIER

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES
 Rédactrice en chef LUCE JULIEN
 Vice-présidente du développement CHRISTIANNE BENJAMIN
 Vice-président des ventes publicitaires MARK DROUIN
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS
 Adjoint PAUL CAUCHON, LOUIS GAGNÉ, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

Les responsables

Horreur en ce 29 janvier 2017 dans une mosquée de Sainte-Foy. Nous sommes tous des humains et nous devons notre solidarité aux victimes. Après l'indignation et la tristesse, nous cherchons les causes et les responsables. Qui sont-ils? Certains parleront de Trump, des radios d'opinion, des partisans de la laïcité, etc.

Nous sommes des millions de personnes au Québec (et ailleurs) «exposées» à différentes opinions, mais la vaste majorité d'entre nous (peu importe l'origine) ne pensent même pas à commettre de tels gestes. Les responsables de ces gestes sont les individus qui les ont commis. Personne d'autre. Aucun individu ni aucune idéologie ne les ont forcés à agir ainsi. Insister pour trouver des raisons extérieures à de telles actions équivaut à trouver des «excuses» à ces criminels, et cela nous fait tomber dans le piège des amalgames.

Évitons les amalgames et les généralisations, que ce soit d'un côté ou de l'autre, sinon, nous ne nous en sortirons pas. Demeurons humains et solidaires.

David Doyon
 Québec, le 29 janvier 2017

Je pleure avec vous

Cette nuit, je pleure avec vous sur les victimes d'un terrible attentat contre de

jeunes, francophones et allophones, de fréquenter un cégep anglophone. Comme si, à 17 ou 18 ans, c'était mieux d'aller se frotter aux monuments de la culture anglo-saxonne plutôt que de s'immerger dans les romans, les drames, et dans toutes les autres formes d'art, de la culture québécoise ou franco-européenne.

Je crois que M. Nadeau a déjà rappelé l'importance de la formation cégépienne en français au Québec. Son texte d'aujourd'hui pourrait lui fournir une belle occasion de revenir sur ce point. Et, s'il est vrai qu'un rayonnement international favoriserait le respect de la francophonie *all over the world*, il faudrait peut-être commencer par assurer la vitalité du français chez les jeunes de notre propre pays du Québec.

Normand Breault
 Lévis, le 30 janvier 2017

New York ou Québec?

Jean-Benoît Nadeau fait ressortir l'intérêt d'ouvrir un «cégep à New York». Ce serait d'extrême droite en pleine montée dans la Grosse Pomme. Je trouverais cependant, et pour l'immédiat, plus important que les étudiants et étudiants québécois fréquentent massivement, ici au Québec, un cégep francophone.

Notre «ouverture» légendaire et notre curieux respect inconditionnel de la diversité permettent toujours à nombre de

jeunes, francophones et allophones, de fréquenter un cégep anglophone. Comme si, à 17 ou 18 ans, c'était mieux d'aller se frotter aux monuments de la culture anglo-saxonne plutôt que de s'immerger dans les romans, les drames, et dans toutes les autres formes d'art, de la culture québécoise ou franco-européenne.

Je crois que M. Nadeau a déjà rappelé l'importance de la formation cégépienne en français au Québec. Son texte d'aujourd'hui pourrait lui fournir une belle occasion de revenir sur ce point. Et, s'il est vrai qu'un rayonnement international favoriserait le respect de la francophonie *all over the world*, il faudrait peut-être commencer par assurer la vitalité du français chez les jeunes de notre propre pays du Québec.

Normand Breault
 Lévis, le 30 janvier 2017

Que le vrai Trump se lève

Le président américain, Donald Trump, a dit tout récemment en conférence de presse qu'il aimait le Mexique et les Mexicains. Pourtant, son discours était tout autre avant. En effet, pour lui, les Mexicains étaient des violeurs, des criminels et des trafiquants de drogue. Le vrai Trump devrait se lever et l'autre se rasseoir!

Sylvio Le Blanc
 Montréal, le 28 janvier 2017

LIBRE OPINION

ATTENTAT DE QUÉBEC

Silence, on tue

MOHAMMED ZAARI JABIRI
 Médecin résident en psychiatrie,
 à l'Université Laval

Quelques secondes ont suffi pour enlever la vie à des êtres humains et semer la peur au sein de notre Québec. Quelques secondes ont provoqué la panique non seulement chez la communauté musulmane, mais chez les Québécois en général, non habitués à ce genre d'événements, un événement étranger à nos valeurs de tolérance et de démocratie.

Je ne peux imaginer le choc psychologique que peuvent avoir vécu ces gens dans cette mosquée ou leur famille après ce drame, moi le médecin résident en psychiatrie de confession musulmane. J'ai fréquenté cette mosquée, je connais ses administrateurs et les personnes qui y travaillent. Je peux témoigner du message de paix et d'amour que ce lieu et ces personnes dégageaient. Leur seul tort est de s'être sentis assez en sécurité au Québec pour sortir en plein soir faire leur prière.

Depuis quelque temps, on assiste tristement à une succession d'événements à travers le monde qui ciblent les musul-

mans. Malheureusement, le fanatisme se nourrit de nos politiques erronées, de politiciens qui nourrissent et alimentent la terreur et les terroristes des deux côtés.

La haine, sans gêne

On a été témoin du fanatisme idéologique qui mène à de la violence. On assiste passivement à des mouvements d'extrême droite en pleine montée dans notre Québec. Des mouvements qui affichent clairement et sans gêne leur haine face à cette communauté québécoise.

Côté médias, on a senti l'hésitation à nommer cet événement comme un attentat terroriste. Cette hésitation à nommer les choses par leur nom me fait aussi peur que cet attentat. Car les médias ont tous un rôle à jouer pour maintenir la paix sociale, ce qui n'a pas été le cas pour ce drame.

Le Québec a toujours été une terre d'accueil et de tolérance. Après cet événement, permettez-moi de remettre en question cette notion. Je suis triste, mais aussi en colère. Je pleure des larmes de sang qui coulent à l'intérieur de moi, mais je ne laisserai pas la peur me dicter

mes actions ni guider mes réactions. Tous, en tant que Québécois, nous devons nous ranger en un seul front contre la montée de n'importe quel fanatisme idéologique. Nous nous le devons à nous-mêmes.

Ce qui reconforte mon cœur c'est de voir le nombre de messages reçus d'amis québécois exprimant leur soutien et leur solidarité. Notre Québec ne peut céder à des personnes guidées par l'ignorance et la haine de l'autre.

Paix

Les musulmans du Québec, comme les autres minorités, ne cherchent qu'à vivre en paix, en acceptation de l'autre, quelle que soit leur appartenance, mais surtout participer à l'épanouissement de notre société pour que nos enfants puissent grandir en sécurité.

Je crie un message de paix, d'amour et de tolérance, car c'est la seule façon à mon avis de contrer la haine et l'ignorance.

Mon cœur est avec les familles de ceux qui sont tombés sous les balles dans cette mosquée. Paix à leurs âmes...

IDÉES

ATTENTAT DE QUÉBEC

De l'urgence de se pencher sur l'impact des médias sociaux sur nos démocraties

PAUL ST-PIERRE PLAMONDON

Avocat, auteur et conseiller spécial du chef de l'opposition

Les événements tragiques qui ont coûté la vie à six Québécois de confession musulmane ont surpris l'ensemble du Québec et soulèveront assurément plusieurs débats de société au cours des prochains mois. À titre de néopoliticien, tout comme plusieurs autres politiciens et journalistes, j'ai assisté au cours des derniers mois à une radicalisation du discours ambiant.

Parmi les hypothèses sur lesquelles nous devons nous pencher pour expliquer ce phénomène, il y a la possibilité que l'omniprésence des médias sociaux dans nos vies sabote nos démocraties occidentales et accélère le processus de radicalisation des individus.

Cette hypothèse repose sur le constat de trois phénomènes engendrés par les médias sociaux, qui font largement consensus dans la communauté scientifique. Le premier est que les médias sociaux véhiculent un confondant mélange d'informations véridiques et d'informations fausses. Cette réalité est particulièrement troublante lorsqu'elle est associée à une autre tendance lourde: de plus en plus de gens ne s'informent plus par les journaux, la radio et la télévision, mais se fient uniquement à leurs fils d'actualité Facebook ou Twitter.

Environnements unidirectionnels

Le deuxième phénomène est que l'algorithme de Facebook génère pour un utilisateur donné une concentration anormale d'articles et de publications qui vont dans le sens de ses positions politiques, tout en supprimant de son environnement les publications qui véhiculent des points de vue divergents. Les individus les plus vulnérables à la radicalisation se trouvent donc plongés dans des environnements unidirectionnels et corrosifs où les gens s'encouragent dans la poursuite d'un seul point de vue.

Le troisième constat est que les échanges politiques sur les médias sociaux sont rarement constructifs et finissent le plus souvent par des propos agressifs qui exacerbent la haine. La nuance et l'humanisme se traduisent mal en moins de 140 caractères, et les propos venimeux et percutants ont de plus en plus la cote.

Facteur Trump

Plusieurs personnes citent spontanément l'élection de Donald Trump comme un facteur qui aurait potentiellement pu avoir de l'influence sur des gestes barbares tels que ceux commis à Québec dimanche soir. Mais il ne



Une femme a déposé un bouquet de fleurs près de la mosquée de Québec, théâtre d'un attentat.

PAUL CHIASSON LA PRESSE CANADIENNE

faudrait pas oublier qu'à la base, l'élection de Trump est elle-même fort probablement liée à la dynamique en ligne évoquée plus haut. La notion même d'«*alternative facts*» découle de la création d'univers parallèles sur les médias sociaux, qui créent des environnements factuels complètement déconnectés les uns des autres, et surtout de la réalité.

Or, dans la perspective de contrer et de prévenir la radicalisation, le constat de la construction de microcosmes où des informations, tant vraies que fausses, visent à conforter l'utilisateur dans ses préjugés et à le jumeler à d'autres utilisateurs aux opinions similaires, constitue un péril face auquel nos sociétés ne peuvent rester immobiles. Sur le plan démocratique, ce phénomène nuit à la tenue de débats politiques respectueux fondés sur les faits et le mérite des arguments, car désormais les opinions et les perceptions ont autant de valeur, et les faits sont secondaires.

Perte de confiance

L'absence de contrôle de la plupart des plateformes ouvre la porte à toutes les dérives, transformant souvent les débats de fond en attaques personnelles, et menant au final à un déclin de frustration que de compréhension mutuelle des arguments. Cette nouvelle dynamique soulève également de sérieuses questions sur la déontologie journalistique et l'indé-

pendance des médias, car l'utilisation de sources d'information dites «*alternatives*» sur les médias sociaux témoigne également d'une perte de confiance envers la véracité de ce qui est rapporté dans les médias traditionnels.

J'ai notamment fait ce constat lorsque j'ai participé la semaine dernière à la manifestation pour dénoncer les propos sexistes et intolérants de Donald Trump, pour ensuite réaliser que certains internautes m'accusaient de soutenir l'islamisme radical en participant à cet événement. Mon constat est que la création de microcosmes fondés sur des «*alternative facts*» où chaque membre encourage l'autre dans son indignation gêne également le travail du politicien, qui peine désormais à exprimer son point de vue sans faire l'objet de commentaires intimidants ou déplacés. Une telle dynamique pourrait nous conduire à un mutisme politique et à une incapacité chronique à conduire nos débats démocratiques fondamentaux.

Indépendamment des motifs spécifiques au tueur de Québec, que nous découvrons dans les prochains jours, il faudra fort probablement nous pencher sur l'environnement créé par les médias sociaux et étudier comment ce nouvel environnement semble avoir un rôle déterminant dans une majorité d'attentats terroristes et de crimes haineux. Il en va de nos libertés d'expression et de la viabilité de notre démocratie.

Le numérique fait éclater le miroir

PIERRE TRUDEL



Les médias sont le miroir d'une société. Les mutations numériques le font éclater. C'est le constat du rapport *Le miroir éclaté* réalisé par un groupe d'experts réunis par le Forum des politiques publiques. On y dresse un état de l'industrie des médias d'information en tant que rouage de notre démocratie. On y trouve des pistes afin d'inverser les tendances mettant à mal la démocratie.

On y rappelle que les médias tels qu'ils se sont constitués au XX^e siècle sont de moins en moins visibles. Evacués de pans entiers de l'activité publicitaire, ils ont perdu ce qui était à la base de leur viabilité financière. Le schéma classique selon lequel les médias proposent au marché publicitaire les auditoires qu'ils constituent en offrant jour après jour des reportages fouillés, des analyses originales et des nouvelles mises en contexte est de moins en moins viable. Par exemple, le marché des petites annonces, jadis l'un des poumons des journaux canadiens, a déserté les médias pour migrer vers des sites en ligne.

L'attention génère la valeur

Dès 2014, rappelle le rapport, Donald Trump qualifiait ainsi la possession d'un compte Twitter: «*C'est comme si on possède le New York Times, sans les pertes*». L'environnement numérique a fait éclater le modèle économique des médias. Ceux-ci ne sont plus les seuls capables de proposer des auditoires aux annonceurs. Il est dorénavant possible de constituer des auditoires sans leur proposer des contenus fouillés. Les médias demeurent pratiquement seuls à proposer de l'information validée, coûteuse à produire.

Ce n'est plus tant la capacité d'intéresser des auditoires qui est génératrice de valeur, mais plutôt la capacité d'attirer l'attention. Dans une telle dynamique, la vérité du propos ou la qualité des démarches dont il émane sont secondaires.

L'univers médiatique issu de ces mutations met à risque la démocratie elle-même. Cela engendre un environnement «*dans lequel les sources d'opinions se multiplient mais les sources de faits sur lesquelles ces opinions sont basées se raréfient*». Or, produire de l'information validée, fondée sur les faits, coûte cher, plus cher que de simplement lancer une boutade à partir de ce qu'on ressent ou qui émeut.

L'univers numérique a certes changé les conditions dans lesquelles se produit et se consomme l'information, mais le rapport rappelle que «*l'information est aussi vitale pour la démocratie que l'air pur, les rues sécuritaires, les bonnes écoles et la santé publique*». Il ne suffit pas de constater les mutations que le numérique fait subir à la production d'information essentielle au processus démocratique. Il faut agir pour rétablir les équilibres.

Si on s'en tient à une attitude de laisser-faire, accordant libre cours aux seules logiques du marché connecté, c'est la démocratie elle-même qui va y passer. Les réglementations par défaut qui prévalent dans l'environnement en réseau ne sont pas toutes compatibles avec les exigences démocratiques.

Si la santé démocratique requiert des médias solides, capables de produire des informations à partir de démarches rigoureuses de recherche et d'analyse, il faut appuyer l'industrie des médias afin qu'elle se repositionne dans un univers où les ressources proviennent avant tout de la valorisation de l'attention plutôt que de la valorisation des auditoires.

Rétablir les équilibres

Le rapport insiste sur l'urgence d'épauler les médias qui ont entrepris de se redéployer afin de proposer une offre pertinente d'information de qualité dans un espace informationnel global au sein duquel les intermédiaires comme Google et Facebook sont devenus les points de passage obligés.

Les mesures proposées visent à renforcer la base économique des médias. Il s'agit de revoir les mécanismes régulateurs afin de renouveler la capacité de nos médias à procurer des informations validées. Il faut se démarquer de l'approche qui a prévalu depuis plusieurs années, notamment au CRTC, qui considérait les médias comme de simples objets de consommation.

Plusieurs de ces mesures seraient déjà en vigueur si on avait eu à cœur de préparer les mutations que nous vivons désormais. Par exemple, les dispositions des lois fiscales qui favorisent les achats publicitaires dans les médias canadiens devraient depuis longtemps avoir été mises à jour pour refléter le contexte numérique. Actuellement, les médias «*traditionnels*» supportent un fardeau fiscal qui n'est pas imposé à la plupart des grands intermédiaires d'Internet qui captent la part du lion des revenus publicitaires. Au minimum, il faut une fiscalité équitable à l'égard des médias canadiens.

Les médias contribuent aux processus délibératifs inhérents aux sociétés démocratiques. Après des années de déni quant aux effets du numérique sur les équilibres de nos médias, cet appel à se mettre au travail a quelque chose d'emballant. Il faut rétablir des processus de régulation capables de protéger la viabilité de nos médias d'information. Le rapport *Le miroir éclaté* propose des pistes concrètes qui devraient inspirer tous ceux qui sont soucieux de la qualité de la vie démocratique.

ÉCONOMIE POLITIQUE DES PATRIOTES

Entre capitalisme et socialisme

JULIEN MAUDUIT

Université du Québec à Montréal

En 1837, en pleine campagne d'agitation contre le régime britannique, les patriotes prônent une révolution économique, notamment par une concurrence équitable. Parallèlement, le Parti patriote défend le régime seigneurial, privilège aristocratique qui alimente notre perception d'un idéal agraire et conservateur. Mettre en lumière leur tendance égalitariste et anti-aristocratique nous permet d'expliquer certains paradoxes de leur économie politique, caractérisée par un esprit libéral mais aussi par une vision morale des rapports économiques.

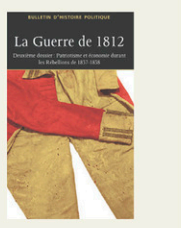
Les monopoles visés

La critique patriote vise en premier lieu les «*monopoles*», soit les droits accordés par les chartes royales, en particulier la responsabilité limitée des corporations commerciales. Les bénéficiaires sont perçus comme des privilégiés. La propriété terrienne illustre ces privilèges. Des membres du «*Family Compact*» et de la «*Clique du Château*», hommes d'affaires et administrateurs publics, obtiennent le droit de fonder la Canada Company au Haut-Canada (l'Ontario) et la British American Land Company au Bas-Canada (le Québec). Ces compagnies négocient l'achat d'une vaste quantité de terres à des conditions très favorables, revendues en petites parcelles avec d'importantes marges. Ce «*monopole*» contraint les colons à s'endetter lourdement, au seul profit des corporations, un «*danger pire que toutes les banques ensemble*».

La dimension démocratique de l'économie politique des patriotes ressort également de leur critique des bouleversements financiers avec la multiplication des billets de banque, «*l'argent de papier*». Pour les patriotes, l'harmonie sociale est menacée par ce mécanisme. Puisqu'il n'existe pas de banque d'État, la créa-

DES IDÉES EN REVUES

Chaque mardi, *Le Devoir* offre un espace aux artisans d'un périodique. Cette semaine, nous vous proposons un extrait du dernier numéro du *Bulletin d'histoire politique* (Hiver 2017, vol. 25, n° 2)



tion monétaire provient de banques privées, une «*aristocratie de l'argent*». Leurs billets ne sont cependant qu'une reconnaissance de dette en numéraire envers le détenteur du morceau de papier. Mais contrairement aux colons, les banquiers endettés sont protégés par la responsabilité limitée. Ce mécanisme profite avant tout au «*Family Compact*», législateurs, créanciers, magistrats et bénéficiaires des ventes forcées des biens des colons surendettés. Tout est légal, ou presque; «*Réveillez-vous, citoyens. Il est temps de mettre fin à tant d'abus.*»

Esprit d'entreprise

Dans le discours patriote, «*capitaliste*» est péjoratif. Ils n'en expriment pas moins une volonté de développer la production et les échanges. Les patriotes louent la propriété privée qui permet de devenir éclairé et indépendant. La propriété revêt néanmoins une dimension morale: le travail, et non le privilège, doit en être à l'origine. Ils encouragent aussi la diffusion de «*l'esprit d'entreprise*», le commerce étant présenté comme un agent de leur émancipation, et défendent le libre échange avec les États-Unis. Ainsi, les patriotes, plutôt que les loyalistes, encouragent la liberté du commerce.

Les formes de pensée nommées «*socialistes*» qui les influencent ne doivent pas tromper notre perception. La dimension démocratique de leur réflexion est ici déterminante. Elle nous permet

de comprendre pourquoi l'ambition de révolutionner les pratiques vers un rapport de pouvoir plus égalitaire n'est pas incompatible avec celle de développer l'esprit d'entreprise.

Le village de Hope au Haut-Canada est fondé sur l'idéal de coopération de Robert Owen. La Farmers' Storehouse Company de ces patriotes, entreprise marchande et bancaire, est en même temps la première coopérative canadienne et une solution de remplacement économique dont la prospérité est indéniable. Soulignons également l'influence du prêtre Félicité de Lamennais, un ami de Louis-Joseph Papineau. Sa philosophie tourne autour d'une chrétienté renouvelée, moteur de la démocratie. Tout en glorifiant le travail et la propriété privée, il exhorte les «*prolétaires*» à se libérer de leur nouvelle servitude, le travail salarié. Globalement, cette morale chrétienne radicale infuse la vision économique des patriotes.

Préservation des intérêts du public

L'«*aristocrate*» décrié est donc l'individu oisif qui possède une immorale supériorité des richesses, celui qui s'impose comme un obstacle au développement général de l'économie et au bien-être des travailleurs. Les patriotes encouragent les projets utiles et responsables envers le corps social. Leurs conceptions reposent sur la préservation des intérêts du public face aux capitalistes, en particulier les banquiers. Leur économie politique comporte un caractère moral, parfois ouvertement chrétien. Ils aspirent à prévenir la prolétarianisation et souhaitent empêcher la soumission des élus du peuple face aux capitalistes, ce qu'ils observent aux États-Unis. Ainsi, l'enjeu n'est pas le progrès de l'industrie et du commerce, mais son encadrement légal et éthique. Ils ont l'espoir d'émanciper le «*pauvre peuple*» par le commerce, et s'opposent à l'«*irresponsabilité*» sociale des corporations privées. C'est l'égoïsme de quelques privilégiés qui est directement visé en 1837.

Des commentaires ou des suggestions pour *Des Idées en revues*? Écrivez à dnoel@ledevoir.com

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION: Véronique Chagnon (chef de division), Guy Taillefer (éditorialiste, responsable de la page Idées), Michel Garneau et Pascal Elie (caricaturistes), Jacques Nadeau (photographe), Olivier Zuida (recherche photos); information générale: Isabelle Paré (chef de division et reporter), Stéphane Baillargeon (généraliste), Gérard Dallaire (pupitre), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Jean Dion (sports), Marco Fortier (éducation), Marie-Pier Frappier (pupitre), Lisa-Marie Gervais (diversité), Pauline Gravel (sciences), Jessica Nadeau (éducation), Alexandre Shields (environnement); information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzeiti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélaïr-Cirino et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec); information culturelle: Guillaume Bourgault-Côté (politiques culturelles), Julie Carpentier (pupitre), Fabien Deglise (livres), Catherine Lalonde (arts vivants), Philippe Papineau (médias); information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins et Eric Desrosiers (reporters), Benoît Munger (pupitre); information internationale: Guy Taillefer (chef de division); section art de vivre: Diane Précorat (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); cahiers spéciaux: Loïc Hamon (responsable); équipe numérique: Laurence Clavel, Guillaume St-Hilaire et Geneviève Tremblay (pupitres); correction: Andrienne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant (correctrices); soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (coordonnatrice de la rédaction), Arnaud Stopa (commis); DOCUMENTATION: Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ: Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elimam, Caroline Filion, Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebati (directrices de comptes), Anélie Maltais (commis aux avis légaux), Alessandra Tantaló et Laurence Hémond (coordonnatrices publicitaires); PRODUCTION: Yannick Morin, Anthony White et Nathalie Zemaitis; INFOMATIQUES: Yanick Martel (administrateur Web), Jean-François Côté (analyste programmeur), Luc Girard (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Catherine Gentilcore (coordonnatrice marketing, communications et relations publiques), Sébastien Beaupré (coordonnateur service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Isabelle Sanchez (préposées au service à la clientèle); ADMINISTRATION: Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Mélisande Simard (adjointe administrative et responsable des ressources humaines), Florentina Draghici (technicienne comptable), Véronique Pagé (responsable du crédit).

ACTUALITÉS

DRAME

SUITE DE LA PAGE 1

une place assise dans la salle d'audience. Chacun d'eux a passé au détecteur de métal, pendant que les avocats parlaient à voix basse et les constables spéciaux donnaient leurs consignes.

À 17 h 58, Alexandre Bissonnette a été escorté à l'intérieur de la salle d'audience. L'homme était vêtu d'une combinaison blanche. Il est demeuré impassible, braquant les yeux au sol. La divulgation de la preuve a été fixée au 21 février prochain. Le suspect demeurera détenu d'ici là.

Portrait du suspect

Étudiant à la Faculté des sciences sociales à l'Université Laval, il n'avait aucun casier judiciaire jusqu'à son arrestation. Il semblait attiré par des idées conservatrices, voire réactionnaires, mais aussi par le Parti québécois.

Il a été décrit comme un introverti, très près de son jumeau.

La maison de ses parents, à Cap-Rouge, a été perquisitionnée, de même que son appartement, situé tout près de la mosquée.

M. Bissonnette aurait contacté dimanche à 20 h 10 la centrale 9-1-1, et ce, après avoir vraisemblablement pris la fuite du Centre culturel islamique de Québec, laissant derrière lui du sang et des larmes. À l'approche du pont de l'île d'Orléans, « il mentionne alors être armé et nous parle de son geste. Il semble vouloir collaborer », a relaté l'inspecteur Denis Turcotte (SPVQ) à la presse lundi avant-midi. L'arrestation a été effectuée par une unité du Groupe tactique d'intervention.

François Deschamps, membre du comité Bienvenue aux réfugiés, a reconnu le jeune homme en voyant sa photo dans les médias. Il a expliqué qu'Alexandre Bissonnette intervenait souvent sur la page Facebook de son groupe d'entraide, formé l'an dernier pour accompagner l'arrivée de Syriens au pays.

« Il agissait comme un troll », a dit M. Deschamps en utilisant le terme décrivant les internautes polémiques. Il s'attaquait aussi aux droits des femmes. Il aurait qualifié des groupes féministes de « féminazis ».

Dans des débats sur Facebook, Alexandre Bissonnette était « un peu troll », a aussi décrit Olivier Banville, ancien président du Parti québécois de l'Université Laval. Il dit qu'il avait tenté de publier des commentaires un peu provocants, mais pas trop. « Je l'aurais vu comme centré un peu plus, mais jamais à jouer dans les extrêmes », s'est-il désolé.

Alexandre Bissonnette pensait s'impliquer au sein du parti souverainiste et les deux jeunes hommes avaient été mis en contact par un ami commun. « On s'était rencontrés deux, trois fois pendant la campagne électorale de 2014, a dit au Devoir Olivier Banville. Je suis du genre à remarquer le racisme et les commentaires haineux et, dans mon souvenir, il en avait peu. Il n'aurait



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Vêtu d'une combinaison blanche, Alexandre Bissonnette a comparu au palais de justice de Québec.

pas été dans mes amis Facebook si ça avait été le cas. » En fait, les deux étudiants n'ont jamais abordé la question de l'immigration ensemble.

Onde de choc

La terrifiante onde de choc créée par l'attentat terroriste de Québec dimanche soir a secoué profondément la capitale, ébranlé tout le Québec, traversé le Canada et dépassé les frontières.

« Trente-six millions de Canadiens ont aussi le cœur brisé. Je veux que ces gens sachent que nous tenons à eux », a dit le premier ministre Justin Trudeau dans un discours livré en Chambre. Il

a reçu les condoléances du nouveau président américain, Donald Trump.

« Je veux répéter aujourd'hui que la cause que nous portons, que celle qui m'anime, c'est celle d'une société ouverte, confiante, une terre d'accueil dans laquelle il n'y a qu'un seul niveau de citoyenneté, qui est le même pour tous et toutes », a affirmé Philippe Couillard dans une déclaration solennelle qu'il a faite en début d'après-midi lundi. « Ma maison est votre maison », a-t-il dit, citant Gilles Vigneault. Le premier ministre était entouré de nombreux élus, dont le maire Régis Labaume.

La petite communauté musulmane de la ré-

gion de Québec a été à la fois horrifiée par les attentats et réconfortée par leurs innombrables dénonciations. « Nous sommes très touchés par cette solidarité, ça fait chaud au cœur et ça diminue notre chagrin », a dit en larmes, Mohamed Labidi, vice-président de la grande mosquée, théâtre macabre de la tuerie. Il a raconté avoir reçu un appel dans la nuit, quelques heures après l'attentat d'un inconnu qui lui a dit: « Nous, les Québécois, on vous aime. »

Avec Marie-Michèle Sioui, Marco Béclair-Cirino et Robert Dutrisac
Le Devoir

VICTIMES

SUITE DE LA PAGE 1

Tout près de M^{me} Thivierge, Nacer Bouimaghene répond lui aussi aux questions des journalistes. Arrivé du Maroc il y a un an et quelque, il avait trouvé chez la famille Soufiane un point d'ancrage, des conseils, un endroit où manger du couscous avec son épouse le vendredi soir. « C'est quelqu'un qui vous reçoit comme s'il vous connaissait avant. » M. Soufiane connaissait tout le monde, alors c'était la personne à qui parler pour savoir où acheter un produit, trouver un logement, qui appeler.

Après avoir répondu à nos questions, M^{me} Thivierge et M. Bouimaghene se sont présentés, ont échangé des condoléances et se sont étreints. Même décédé, l'épicier continue de créer des liens entre les gens.

Pendant ce temps, chez lui, des amis de partout s'étaient rassemblés autour de son épouse. Au bout du fil, on entendait un mélange de pleurs, de musiques et de conversations. « L'appartement est plein à craquer. C'est le choc », a confié une amie de la famille.

Un prof respecté, le rêve d'une maison...

Ailleurs en ville, Selma Yahiaoui se remettait péniblement du traumatisme de la veille. Lors de l'attaque, elle était dans la mosquée. « Mon conjoint était en bas et j'étais avec les autres femmes en haut. [...] J'ai entendu des coups de feu, alors je me suis dépêchée à me cacher dans une petite chambre en dessous de la table, puis j'appelais la police en même temps. J'ai demandé aux policiers de faire vite. J'avais vraiment peur. »

Quand les policiers sont arrivés et l'ont escortée vers la sortie, elle a vu la scène du crime. « Il y avait les morts, les blessés », a-t-elle raconté au Devoir avec une voix tremblante. L'une des victimes est une connaissance, Abdelkrim Hassane. « Il a une femme et trois petites filles. La dernière a 15 mois... Il travaille en informatique. » Au bout du téléphone, la jeune femme se faisait interrompre par ses

Les victimes de la grande mosquée de Québec



Abdelkrim Hassane,
41 ans
Originaire de l'Algérie
Informaticien



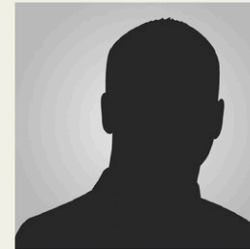
Aboubaker Thabti,
44 ans
Originaire de la Tunisie
Pharmacien



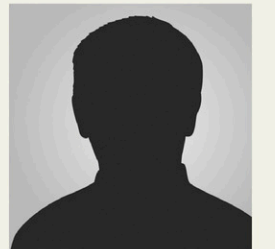
Khaled Belkacemi
60 ans
Originaire de l'Algérie
Professeur à l'Université au Département des sols et de génie alimentaire



Azzedine Soufiane
57 ans
Originaire du Maroc
Propriétaire de la boucherie Assalam



Mamadou Tanou Barry
42 ans
Originaire de la Guinée
Informaticien



Ibrahim Barry
39 ans
Originaire de la Guinée
Employé de la Régie de l'assurance maladie

larmes. « C'est quelqu'un qui aime travailler, qui aime bien s'occuper de sa famille. Son souci, c'est juste travailler, puis ses filles. »

Le tireur a aussi abattu deux hommes d'origine guinéenne, Mamadou Tanou Barry et son frère Ibrahim Barry. Le Devoir n'a pas été capable de joindre leurs proches lundi, mais plusieurs sites de nouvelles guinéennes leur consacraient leurs manchettes. L'un d'eux était informaticien; l'autre travaillait à la Régie de l'assurance maladie du Québec.

L'Université Laval aussi était en deuil lundi. Au deuxième étage du Département des sciences de l'agriculture et de l'alimentation, la massive porte de bois du professeur Khaled Belkacemi restait fermée. Étudiants et professeurs baissaient la tête en passant, osant un bref coup d'œil. « Il y avait des rumeurs, ce matin, qu'il faisait partie des victimes, alors je suis venue aux nouvelles. Il y avait un petit groupe d'étudiants qui pleuraient devant sa porte, ils étaient tous consternés, raconte Isabelle Gali-

bois, une voisine de bureau croisée dans le corridor. C'était quelqu'un de tellement gentil, très doux et très poli, on ne pouvait pas avoir un monsieur plus aimable. »

À quelques portes de là, Anne-Sophie Morissette venait d'apprendre la nouvelle. « Depuis ce matin, je me sens toute croche, mais là, de savoir qu'il y a une victime juste ici, sur l'étage, c'est encore pire. Je ne sais pas quoi dire, c'est désastreux. »

Ses collègues ont parlé d'un homme discret, mais toujours enjoué, un professeur très apprécié par ses élèves.

« J'ai vu beaucoup de gens pleurer aujourd'hui, raconte Heba, étudiante de Khaled Belkacemi en retenant elle-même ses larmes. C'était un très bon professeur. »

La direction de l'Université Laval, qui a mis plusieurs heures avant de confirmer le décès d'un de ses professeurs, parlait pour sa part d'un « professeur dévoué et aimé de ses collègues et de ses étudiants ». Le recteur, Denis Brière, s'est dit « extrêmement attristé devant cette horri-

ble nouvelle » et a envoyé ses condoléances à sa femme, qui enseigne au même département, de même qu'à sa famille et ses proches.

« Je tiens à saluer les qualités humaines et le professionnalisme de mon collègue », a ajouté le doyen de la faculté, Jean-Claude Dufour, par voix de communiqué. Il était un homme très cultivé, passionné et engagé au sein de la Faculté. Son œuvre remarquable survivra à son départ subit. »

Parmi les victimes de la tuerie, il y a aussi Aboubaker Thabti, un jeune père de famille d'origine tunisienne. « Son décès m'a particulièrement bouleversé parce que c'est celui avec qui j'avais parlé le plus récemment, racontait, les larmes aux yeux, le président de la mosquée Mohamed Yanguï. Il me parlait du fait qu'il voulait acheter une maison. Il était vraiment très enthousiaste. Il voulait faire ceci et faire cela. Mais le destin n'a pas fait comme ça. »

Le Devoir

La force cachée des migrants L'actualité nous oblige à reporter la publication du dernier volet de notre grand reportage.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 1265, rue Berri, 8^e étage, Montréal (Québec), H2L 4X4 ☎ Berri-UQAM Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967